

**"GESTION DE LA DEMANDE EN EAU EN MEDITERRANEE  
REFLEXIONS SUR LA DIMENSION COMMUNICATION**

**Patrice BURGER<sup>1</sup>**

**RÉSUMÉ**

La question de l'eau est de plus en plus fortement posée en Méditerranée et les avis convergent sur son urgence. Mais il va sans dire que les solutions à y apporter à une échelle significative sont encore largement à explorer, même si de plus en plus nombreuses tentatives sont mises en œuvre ici ou là pour modifier les évolutions tendanciennes.

Malgré un diagnostic est sombre en Méditerranée, on ne peut qu'être surpris devant la faible mise en œuvre des actions d'information, de sensibilisation, de formation, de coopération. Ces types d'action, au demeurant, sont reconnus par tous comme si essentiels.

Absence de conviction, incapacité ou manque de volonté politique ?

Il est urgent de changer les comportements des décideurs comme ceux de usagers, ceux de la méditerranée mais probablement des autres régions du Monde.

---

<sup>1</sup> Travaux réalisés par Emmanuelle GIRY, Elise KIKUDJI, Nicolas TOUACHE de l'Agro Montpellier, sous la conduite de Patrice BURGER, responsable Méditerranée du programme Solidarité Eau (pS-EAU).

Email : med@pseau.org

## TABLE DES MATIÈRES

<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>2</b>
<b>I. PENURIE D'EAU ANNONCEE EN MEDITERRANEE ?.....</b>	<b>3</b>
<b>A. Demande en eau : un diagnostic sombre en Méditerranée. _____</b>	<b>3</b>
<b>B. Scénarios et projections : partout des limites _____</b>	<b>3</b>
<b>C. Un autre avenir est possible _____</b>	<b>3</b>
<b>II. AGIR DANS LE DOMAINE DE L'EAU : VASTE PROGRAMME !.....</b>	<b>4</b>
<b>A. Une "nouvelle culture de l'eau » ? _____</b>	<b>4</b>
<b>B. L'indispensable innovation conceptuelle _____</b>	<b>4</b>
<b>C. Rappel des recommandations de la CMDD _____</b>	<b>5</b>
1. Mener des actions de sensibilisation à tous les niveaux _____	5
2. Faciliter l'accès à l'information sur la demande en eau _____	5
3. Encourager la coopération _____	6
<b>III. CHANGEMENTS DE COMPORTEMENT ET PARTICIPATION.....</b>	<b>6</b>
<b>A. Information, sensibilisation, formation : Quelle méthode ? _____</b>	<b>6</b>
1. La première étape consiste à informer le public _____	6
2. La seconde étape vers la participation est la sensibilisation _____	6
3. Une fois le public informé et sensibilisé, il peut être formé _____	6
4. Participation _____	7
<b>B. Accords internationaux _____</b>	<b>7</b>
<b>C. Changer : pistes pour l'action éducative dans le domaine de l'eau _____</b>	<b>9</b>
<b>D. Point de vue des écologistes "institutionnels" _____</b>	<b>10</b>
1. Le World Wild Fundation _____	10
2. L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature _____	10
3. Greenpeace _____	10
4. Les Amis de la Terre de France et de Tunisie _____	10
5. Les attentes et les espoirs des associations de Sud _____	11
<b>IV. FACTEURS LIMITANTS A L'APPROCHE PARTICIPATIVE.....</b>	<b>11</b>
<b>V. QUESTIONS DE CANDIDE EN SUSPENS... ..</b>	<b>12</b>
<b>A. Un manque de communication au sein des instances internationales ? __</b>	<b>12</b>
<b>B. La multiplication des forums, congrès ...s ur l'eau est-elle efficiente ? __</b>	<b>12</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>13</b>

## I. PENURIE D'EAU ANNONCEE EN MEDITERRANEE ?

### A. Demande en eau : un diagnostic sombre en Méditerranée

L'analyse préparatoire du Plan Bleu Méditerranée au Forum de Fréjus (1997), portant sur 21 pays et territoires méditerranéens, concluait à un classement en quatre groupes de pays en fonction de leurs risques de pénurie et de leurs demandes en eau actuelles et à venir.

(i) Pays sans risque de pénurie même après 2025 : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, France, Grèce, Italie, Monaco, Turquie.

(ii) Pays avec risque de pénurie "plutôt localisée" et conjoncturelle : Chypre, Espagne, Liban, Maroc et Syrie.

(iii) Pays en situation de pénurie conjoncturelle à structurelle dès 2000 malgré une faible demande en eau : Algérie, Palestine, Israël, Malte, Tunisie

(iv) Pays en situation de pénurie structurelle dès 2000 aggravée par une forte demande en eau : Egypte, Libye.

Ces travaux, affinés depuis, confirment ces tendances dominantes dans la plupart des pays : elles sont pessimistes.

### B. Scénarios et projections : partout des limites

La Commission Méditerranéenne du Développement Durable (CMDD) et le Plan Bleu ont permis de dresser des scénarios permettant des projections jusqu'à 2025 (Etude - 2000).

Malgré des points de départ très inégaux, ces projections dont celle intitulée "La Méditerranée de l'eau en crise" - basée sur la poursuite des tendances actuelles par l'offre dominante - font état d'une dégradation généralisée de la situation dans la plupart des pays de la rive sud sous les effets conjugués de :

- La demande liée à la croissance de la population et sa concentration dans les zones urbaines (conjuguant plus de consommation pour les usagers et croissance de leur nombre)

- Pertes importantes dans les circuits de distribution/production (jusqu'à 40 et 50 %)

- La consommation élevée et toujours croissante des consommations liées aux productions agricoles et céréalières,

- Nombreuses sur-consommations liées à de mauvais comportements ou une information insuffisante.

Ceci dans un contexte où les prélèvements sur les ressources non renouvelables dépassent déjà de 50% les ressources renouvelables en Jordanie, Malte, Tunisie et au sud de l'Espagne. 90% en Egypte et en Israël. 400 % en Libye.

Les projections à 2025 indiquent des demandes en eau supérieures à l'indice 100 % par rapport à ces ressources naturelles (au moins pour 8 pays) et de 50 % pour 3 autres pays.

### C. Un autre avenir est possible

D'autres avenir sont envisagés pour aller vers un "scénario de la Méditerranée de l'eau durable" et susceptibles de réduire de l'ordre de 30% la croissance de la demande évitant ainsi la crise du dépassement de l'indice 100 % sur les ressources naturelles à l'ensemble des pays à l'exception de la Libye déjà dans cette situation et de la Palestine.

Ce scénario est basé sur des ruptures fortes avec les tendances antérieures et sur des hypothèses de gestion mettant en œuvre un faisceau de mesures convergentes de plusieurs natures : instruments économiques, instruments politiques et réglementaires, outils d'ordre technologiques, ainsi qu'un travail sur l'opinion.

Ces changements nécessitent la mise en œuvre d'une stratégie pour faire émerger une "nouvelle culture de l'eau" à la hauteur des enjeux. Entre autres objectifs elle doit viser à un changement radical des comportements, une responsabilisation accrue des usagers et des décideurs, une participation accrue des usagers à la gestion, etc...

## II. AGIR DANS LE DOMAINE DE L'EAU : VASTE PROGRAMME !

### A. Une "nouvelle culture de l'eau" ?

Si les finalités d'une nouvelle "culture de l'eau" semblent évidentes dans ce contexte pour arriver aux ruptures souhaitées pour infléchir l'augmentation de la demande sans graves crises sociales, les politiques à mettre en œuvre relèvent à la fois de l'économique, du social et du technique. Mais aussi, et ce serait grave de le sous-estimer, d'une forte intensité de culturel<sup>2</sup>.

Concernant une ressource naturelle vitale pour toute vie, à la fois rare, géographiquement inégalement répartie, la plupart du temps gérée comme une ressource marchande, se posent les questions des arbitrages entre intérêt général et intérêts particuliers. Arbitrages aussi entre les rôles respectifs de la puissance publique et du secteur privé, entre présent immédiat et avenir, entre intérêts nationaux et coopérations transfrontalières. Enfin se posent les questions de l'accès équitable, en particulier pour les plus pauvres, et donc des capacités d'investissements et de leur amortissement, etc...

En réalité la question de l'eau pose toute la problématique du développement durable avec son triple fondement social, environnemental et économique. Parler d'une nouvelle culture de l'eau prend à cet égard tout son sens

Le point de vue du pédagogue

*"De la primauté du culturel dans les comportements vis-à-vis de l'eau : le culturel, souvent lié à l'inconscient, est le fondement qui détermine le comportement. Les instruments de type technique, économique ou réglementaires sont des déterminants de sous-niveau relativement au niveau premier des instruments de type cognitifs et de sensibilisation. Les autres outils pour influencer sur la demande, ne fonctionneront à leur vrai rendement qu'à partir d'un travail sur l'opinion en vue d'introduire/réintroduire ou de revitaliser une nouvelle culture de l'eau." Marie Joséphine Grojean<sup>3</sup>*

### B. L'indispensable innovation conceptuelle

La question de l'eau est de plus en plus fortement posée en Méditerranée et les avis convergent sur son urgence mais il va sans dire que les solutions à y apporter à une échelle significative sont encore largement à explorer, même si de plus en plus nombreuses tentatives sont mises en œuvre ici ou là pour modifier les évolutions tendanciennes. Ces solutions se cantonnent la plupart du temps dans le champ d'action habituel des opérateurs en charge de l'eau à savoir le technique et l'économique. Toutefois prétendre modifier significativement les comportements vis-à-vis de l'eau n'implique-t-il pas aussi de toucher à des mécanismes individuels et collectifs qui font partie de l'inconscient ?

<sup>2</sup> Voir le site espagnol : <http://www.us.es/ciberico/concluguadiana.html>

<sup>3</sup> Spécialiste de la pédagogie de l'eau, responsable du programme "L'eau et la vie en Méditerranée", auteur de "la planète bleue" (Albin Michel) et réalisatrice pour France 2 et l'Unesco du film "les Gens du fleuve"

Curieusement ce domaine du changement volontaire des comportements reste marginalement exploré laissant penser qu'il n'est pas porteur d'espoirs significatifs. En réalité seule une stratégie cohérente à tous les niveaux est capable de conduire au succès espéré. Cette stratégie touche tous les champs de la vie sociale et nécessite des innovations non seulement sur les plans économiques et techniques toujours mis en avant, mais aussi en matière d'ingénierie sociale. Cette stratégie nécessite un nouveau questionnement des acteurs face à un problème qui malgré tout semble leur résister. Einstein disait que "lorsqu'un problème nous résiste malgré tous les efforts, il faut alors accepter de remettre en cause ses fondements premiers".

Face à l'ampleur du défi ne sommes-nous pas dans cette situation contrainte à l'innovation conceptuelle ?

Dans l'espace social, l'enjeu consiste tout simplement en une révolution culturelle pour arriver à des changements significatifs de comportements. Si historiquement la tradition méditerranéenne avait un rapport particulièrement respectueux à l'eau, cette tradition a littéralement volé en éclats avec les phénomènes de l'urbanisation et de l'élévation du niveau de vie, comme de la croissance de la population et de la mise en œuvre des technologies modernes. Que l'on ne s'y trompe pas, ce changement est d'abord vécu comme une avancée et une réduction des écarts avec les références dominantes occidentales.

Toute remise en cause mal comprise serait de nature à provoquer des rejets ou des frustrations comme ferment potentiel de déstabilisations ... Les questions de communication, de sensibilisation et de participation sont dans ce contexte, à prendre en compte avec toute la gravité qu'elles requièrent. Mais le sont-elles ?

### **C. Rappel des recommandations de la CMDD**

Pour réaliser ces objectifs la CMDD préconise (cf. Management of water demand - Recommendation of the MCSDD adopted by the 10th meeting of the contracting parties to the Barcelona Convention. Tunis 11/1997 - guidelines for action).

De développer dans le public, des opérateurs économiques, des gestionnaires et des décideurs, une sensibilité sur l'importance des pertes et gaspillages d'eau, à la fois en termes économiques et en volume d'eau, et de réveiller le sens des responsabilités parmi les usagers en vue d'une meilleure gestion de la demande en eau consistant notamment à :

#### **1. Mener des actions de sensibilisation à tous les niveaux**

- Sensibiliser chaque usager sur le gaspillage et les possibilités d'économie, en luttant contre le gaspillage par le simple changement d'attitude, illustré par des exemples pratiques
- Favoriser la prise conscience de la population sur la valeur de l'eau et du risque de pénurie, et alimenter cette prise de conscience par des actions de moyen et long terme
- S'appuyer sur les associations et utiliser tous types de médias audiovisuels, matériel pédagogique, et d'actions (classes d'eau) adaptées à chaque pays

#### **2. Faciliter l'accès à l'information sur la demande en eau**

- Fournir l'information sur le prix et les frais de l'eau
- Utiliser la participation active des réseaux d'experts en Méditerranée et étudier la possibilité de faciliter l'échange de l'information à travers le développement du système d'information Euro Méditerranéen sur le savoir-faire dans le domaine de l'eau qui a été adoptée à la conférence sur l'eau de Marseille

### **3. Encourager la coopération**

Une coopération entre les groupes des pays qui font face aux mêmes problèmes de gestion de la demande et de risque de pénurie.

- Encourager le transfert du savoir-faire par et entre gestionnaires
- Mettre en œuvre des coopérations économiques et techniques sur l'eau en lien avec les objectifs de la gestion de la demande en eau

## **III. CHANGEMENTS DE COMPORTEMENT ET PARTICIPATION**

### **A. Information, sensibilisation, formation : Quelle méthode ?**

Trois étapes vers la participation des usagers.

La communication (information, sensibilisation, formation) semble donc devoir faire partie intégrante de la Gestion de l'Eau (GDE) même si la majorité des scientifiques et des responsables semblent à l'évidence plus prolixes sur les autres outils.

Dans cet esprit il apparaît nécessaire de distinguer plusieurs formes de communication. En fait, le terme communication regroupe plusieurs étapes (information, sensibilisation, formation) censées aboutir à la participation. Encore faut-il définir à qui on s'adresse : la stratégie comme les outils ne sont pas les mêmes selon qu'il s'agit d'usagers professionnels ou domestiques, de familles, individuels ou collectifs, urbains ou ruraux, ... Les principes suivants sont en fait génériques et visent ce que l'on peut qualifier de "stratégie ISFP" (information, sensibilisation, formation, participation) selon les principes du développement durable.

#### **1. La première étape consiste à informer le public**

En effet, qui lutterait contre un problème dont il n'a même pas la connaissance ?

Cette première étape vise simplement à exposer des faits objectifs.

"C'est une communication non interactive de faits, de données... une information n'atteint que peu de monde ("taux d'écoute", niveau culturel...) et son interprétation varie d'un individu à l'autre." [1] - Ce type de communication peut être utilisé autant pour la gestion par l'offre que pour la gestion par la demande. Elle n'est donc pas spécifique à la GDE.

#### **2. La seconde étape vers la participation est la sensibilisation**

Contrairement à l'information, elle possède une dimension affective ; elle va plus loin, en ce sens qu'elle cherche à ce que le public se sente concerner par le problème et non pas seulement à ce qu'il en soit avisé. "L'action "sensibiliser" suppose un échange interactif minimum (conférence, conseil, ...) ou un échange interactif conséquent associé à un travail personnel (école, séminaire). Une analyse guidée par une personne, chargée de cette mission, qui donne son point de vue et provoque des réactions ". [1] - Ce mode de communication vise clairement une approche participative et constitue un outil plus clairement approprié pour les objectifs de GDE.

#### **3. Une fois le public informé et sensibilisé, il peut être formé**

"Une formation correspond à l'acquisition des "savoir-faire" et/ou "savoir-faire-faire" [1]. Cela signifie que l'on enseigne au public la manière de régler le problème (pour la gestion de la demande en eau, cela consiste à expliquer à l'utilisateur comment il peut réduire sa consommation d'eau) ou que l'on forme des formateurs. La formation constitue un outil pour la gestion par l'offre comme pour la gestion par la demande mais ses finalités sont différentes. Pour le professionnel il s'agit d'une recherche de croît d'efficacité technico-économique avant un croît de citoyenneté, pour l'utilisateur privé il s'agit d'abord d'un croît de responsabilité avant le gain d'économies potentielles.

#### 4. Participation

Cette distinction n'est pas négligeable et doit être prise en compte car la formation renforce le savoir et le pouvoir des décideurs en même temps qu'elle vise au renforcement des capacités des usagers en partageant le savoir : ceci fait émerger des capacités de négociation chez de nouvelles catégories d'acteurs. C'est tout l'enjeu de la participation souvent invoquée mais dont la mise en œuvre est difficile à diagnostiquer. Etant donné l'importance que semble revêtir la communication pour la réussite de la gestion de la demande en eau, il nous a paru intéressant d'enquêter sur ce qui se dit et se fait en la matière en Méditerranée.

### B. Accords internationaux

Le concept de développement durable et son corollaire d'affirmation de la nécessité de sensibiliser et d'impliquer le public. Depuis le Sommet de la Terre (Rio, 1992) et jusqu'au Sommet du Développement Durable (Johannesburg, 2002) les débats sur la mise en cohérence des 3 piliers économique, social et écologique du développement durable sont au cœur

*"La communauté internationale doit faire valoir ses droits et assumer ses responsabilités en veillant à ce que tous les utilisateurs, riches ou pauvres, qui exercent des pressions concurrentes sur l'eau, aient accès à cette ressource dans des conditions équitables et fiables, et à un prix abordable. Il s'agit de gérer les activités humaines de sorte à préserver les réserves d'eau, en qualité et en quantité." (Message de Kofi Annan lors de la journée mondiale de l'eau, le 25 mars 2000)*

(a) En 1977, les Nations Unies ont organisé en Argentine - Mar Del Plata - la première Conférence mondiale sur l'eau. C'est à cette occasion que le principe d'un droit d'accès universel à de l'eau potable en quantité et en qualité pour les besoins essentiels a été introduit. En 1980 le lancement de la DIEPA confirmait ces options.

(b) La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro en 1992 a défini les principes fondamentaux et le programme d'action permettant d'assurer le développement durable, dont l'eau est un élément essentiel. Les trois composantes du développement durable doivent être prises en compte : la croissance économique, le développement social et la protection de l'environnement. A l'issue de cette conférence, il a aussi été affirmé la nécessité de la "mise en œuvre de dispositifs favorisant une utilisation rationnelle de l'eau [notamment] par la sensibilisation du public et des programmes éducatifs [...]". (Chapitre 18 de l'Agenda 21).

(c) Dans le cadre de développement durable, l'eau est de plus en plus considérée comme la ressource stratégique principale du XXI<sup>e</sup> siècle. L'enjeu est de parvenir à ne plus consommer davantage que ce que la nature peut régénérer. Il s'agit donc de limiter les gaspillages et de mettre en œuvre une utilisation intégrée de l'eau. Pour favoriser et mettre en place cette gestion intégrée de l'eau, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a créé en 1996 le GWP (Global Water Partnership). Sa mission principale est de "soutenir les pays dans la gestion durable de leurs ressources en eau". Le GWP collabore ainsi avec tous les acteurs : organismes gouvernementaux, institutions publiques ou privées...et ce, à un niveau local, national ou international.

(d) À de nombreuses reprises, l'eau a ensuite été évoquée lors de nombreux sommets internationaux. Lors de la conférence internationale "Eau et développement durable" qui s'est tenu à Paris les 19, 20 et 21 mars 1998, a été reconnu le fait que la gestion de l'eau n'est pas seulement une affaire de professionnels mais qu'elle implique de plus en plus l'ensemble des utilisateurs et des populations. Ainsi, les usagers de l'eau devront, entre autres, être sensibilisés à la lutte contre le gaspillage, à la valeur économique, sociale et culturelle de l'eau.

Cette même année, la convention d'Aarhus reconnaissait le droit des populations à l'accès à l'information et un droit à participer au processus décisionnel en matière d'environnement.

(e) Le Sommet mondial de l'eau, tenu à La Haye en mars 2000, a reconnu la ressource eau comme un bien économique : son mode de gestion doit être réglé de façon à répondre d'abord à des besoins et ne doit pas être soumis à un principe de droit fondamental et universel. Cette position peut-être paraître comme un recul par rapport à une reconnaissance d'un droit fondamental, universel et inaliénable d'accès à l'eau. Cette question fait largement débat et comporte à elle seule une grande partie des enjeux sur les réponses à apporter. Entre autres la caractérisation plus précise de la notion de besoin dans les trois piliers du développement durable : besoin social, besoin économique, besoin vital de l'écosystème global comme de la vie humaine. Là encore l'élargissement conceptuel à la prise en compte de contraintes multidimensionnelles buttent sur les archaïsmes.

(f) Plus récemment encore, lors de la 4ème session de préparation au SMDD (Sommet Mondiale pour le Développement durable) de Johannesburg qui s'est tenu à Bali en 2002, les ONG, les communautés scientifiques et technologiques, les femmes et les autorités locales présentes ont réaffirmé "qu'une bonne gouvernance nécessitait la participation du public, l'accès à l'information" [2]. Toujours dans le cadre de la préparation au SMDD de Johannesburg, tout le monde (scientifiques, ONG, institutionnels...) s'accorde à dire que le problème de la gestion de l'eau doit se situer au cœur de tout projet de développement durable.

(g) La déclaration ministérielle de la Conférence internationale sur l'eau douce à Bonn en 2002 affirme "la gestion des ressources en eau devrait reposer sur une approche participative. Tant les hommes que les femmes devraient être associées sur un pied d'égalité à la gestion de l'utilisation durable des ressources en eau et au partage des bénéfices.

(h) De nombreuses déclarations - Déclaration du Millenium, le NEPAD, les textes préparatoires au 3ème Forum mondial de l'eau à Kyoto, le plan d'action de Johannesburg 2002, etc..., tant sur la problématique de l'eau en général que sur le problème des changements de comportements nécessaires pour faire face aux défis du XXI ième siècle, abordent de manière incantatoire ces questions. Quelles sont les réelles retombées de telles conférences internationales ?

(i) Selon J. Vergnes [1], "L'Éducation des populations en matière d'environnement et les propositions y afférant sont évoquées dans les résolutions de sept conférences internationales des Agences des Nations Unies :

\* *Stockholm (1972) a défini l'éducation des publics en matière d'environnement comme la clef du développement durable et recommandait à l'UNESCO de mettre au point un programme d'éducation relative à l'environnement destiné à tous les publics.*

\* *Belgrade (1975) dont la charte a défini six objectifs de l'éducation relative à l'environnement, à savoir : prise de conscience, accès aux connaissances, participation, acquisition de compétences, sens des responsabilités.*

\* *Tbilissi (1977) a formalisé 12 grands principes pédagogiques pour cette éducation.*

\* *Rio (1992), a promu l'éducation du public et proposé les recommandations permettant l'Agenda 21*

\* *Thessaloniki (1997) a redéfini les bases d'une éducation des populations pour un avenir viable et rappelé toute l'importance de la communication*

\* *Aarhus (1998) a proposé une Convention1 sur "l'accès à l'information", "la participation du public au processus décisionnel en matière d'environnement", ... Information et participation : une obligation et un devoir.*

\* *Malmö (5/2000) a fait le constat du décalage inquiétant entre les engagements des décideurs et les actions réalisées, mais aussi le caractère urgent de l'éducation des populations en matière d'environnement.*

### C. Changer : pistes pour l'action éducative dans le domaine de l'eau

*Le point de vue du pédagogue ...*

*L'ignorance a une grande responsabilité dans cette crise croissante de l'eau .*

*L'éducation est une réponse. Elle facilite de plus la participation d'une population à la définition d'une politique concertée nationale et à sa mise en œuvre.*

*Ces questions impliquent l'existence d'une éducation de base qui doit :*

▶ *Expliquer les origines des dégradations croissantes des ressources naturelles, de la raréfaction des ressources d'eau potable et leurs conséquences sur la biosphère.*

▶ *Faire accepter que la dégradation de l'eau ne peut plus être acceptée comme le prix à payer pour ce que l'on appelle la croissance économique, le progrès et l'ignorance*

▶ *Faire prendre conscience de la responsabilité de chacun dans les problèmes observés*

▶ *Responsabiliser une population inquiète, favoriser un débat social, faciliter la participation d'une population à la définition et mise en œuvre d'une politique de gestion durable de l'eau.*

▶ *Faire découvrir et accepter le principe d'une modification des modes de vie*

▶ *Apprendre à mieux gérer les ressources d'eau fragiles et limitées*

▶ *Promouvoir la responsabilisation, le débat public, la concertation et la participation*

▶ *Justifier la mise en œuvre d'un corpus de règles pour gérer les relations entre les hommes à propos de l'Eau*

▶ *Mobiliser les esprits sur la question de l'eau*

▶ *Promouvoir une vision culturelle de l'eau*

*Au Sommet de Malmö (5/2000) Kofi Annan a demandé "d'entreprendre un effort majeur d'éducation du public, car nous n'arrivons même pas à maintenir un débat sur la question".*

*L'éducation des publics et la recherche d'une communication de qualité sont les seules démarches connues pour faire comprendre à chaque individu que "le ciel pourrait bien lui tomber un jour sur la tête" s'il ne change pas ses comportements sociaux et ses pratiques culturelles.*

*"Si l'on veut que la Terre puisse subvenir aux besoins des êtres humains..., la société humaine devra être transformée... L'éducation est la force du futur, parce qu'elle est l'un des instruments les plus puissants pour réaliser le changement" (1)*

*"C'est l'affaire de tous !" dit-on. A cette phrase, qui n'aura aucune vertu magique sur le comportement des individus par le fait de la répéter, il conviendrait mieux de susciter un débat social. Un débat qui permettrait de rappeler que si les financements (2) et les décisions (3) constituent les fondations de toute solution, une éducation de la société en constitue la clef de voûte.*

*Un débat qui ne peut qu'être le résultat d'un programme d'éducation et de communication en matière d'eau pour la population".*

*(in Symposium international de l'Eau Cannes (France), 2-7 Juin 2002 - "Pénurie d'Eau & Journalisme". - Jean A. Vergnes (Docteur d'État Es-Sciences, Consultant UNESCO et Ministère des Affaires Étrangères, Administrateur de "Eau Sans Frontières", Vice Président de l'Institut Méditerranéen de la Communication, Membre de l'Académie de l'Eau, E-mail : Jean.Vergnes@Wanadoo.fr)*

*(1) Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur - Edgard Morin - 1999*

*Changer les mentalités : un impératif pour la terre (1992). L'Eau : éduquer et informer (1994). Enseigner pour un monde durable (1996). Connexion est un bulletin de l'Éducation relative à l'environnement. Secteur Éducation – UNESCO*

*L'eau douce, domaine où les gouvernements et l'opinion ont besoin de nouveaux points de repère et de principes plus clairs pour les guider et les aider dans la prise de décisions. (Discours du Directeur général de l'UNESCO, 11/2000)*

*(2) Le rapport (Ch.36) de la Conférence de Rio (1992) concerne l'éducation, la sensibilisation du public et la formation à l'environnement. Évaluation des aspects financiers correspondants : 12 milliards US\$. Pour la "sensibilisation du public" (Ch. 36.8), 1,2 milliard US\$. Ce qui représente 1,5% du coût des mesures prévues à cette époque, 80 milliards US\$/an, pour résoudre les problèmes de pénurie d'eau.*

*(3) L'avenir de la planète est entièrement entre nos mains et si des catastrophes surviennent un jour, ce sera en raison de nos mauvaises décisions ou de notre absence de décisions politiques (O.Palme 1972)*

## **D. Point de vue des écologistes "institutionnels"**

Il paraît ici plus intéressant de s'intéresser aux actions de quelques organisations écologistes préoccupées par l'environnement que de leur point de vue.

### **1. Le World Wild Fundation**

Le WWF propose en Méditerranée des actions de communication très intéressantes [7], puisqu'elles touchent à la formation des associations locales par elles-mêmes : en effet, ce programme "Accross the waters" permet de partager les expériences menées par les associations sur le terrain. Le WWF ne fait que coordonner les échanges entre associations.

Le WWF Europe mène des campagnes pour la protection des milieux naturels plus que pour économiser l'eau. Il s'agit de la protection contre les pollutions et le retour d'un écosystème naturel dans les cours d'eau : campagne européenne "Rivières vivantes" [8], dont une partie nous concerne : "Limiter la consommation d'eau : nous sommes tous concernés par le gaspillage de l'eau douce : agriculteurs, ménages, industriels..."

Le WWF milite pour :

- Une politique agricole européenne durable qui prévienne notamment l'abandon systématique des incitations aux cultures irriguées.
- La poursuite et l'intensification des efforts menés pour réduire les fuites des réseaux d'adduction d'eau.
- La réduction de la consommation domestique et industrielle autant que possible, grâce à l'utilisation d'équipements et de technologies appropriés." »

### **2. L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature**

L'UICN comprend une commission dédiée à l'éducation et à la communication. Cependant, cette commission ne prend pas en charge les problèmes de gestion de l'eau par la demande, mais des problèmes de biodiversité ou de changements climatiques, plus globaux. La tendance à la globalisation des approches s'est exprimée à Johannesburg où l'UICN a consacré une journée entière aux questions de l'eau. L'enchaînement des sujets abordés peut être considéré comme un révélateur : examen des usages concurrents sur l'eau des rivières, les objectifs du millénaire, la réforme des institutions internationales dans l'objectif de promouvoir un espace de débat mondial sur les questions globales - dont l'eau - examen du rôle des acteurs majeurs - état, société civile, institutions financières et ONG internationales - recherche de principes fondateurs d'une "sécurité de l'eau" comme l'on parle d'une sécurité alimentaire.

### **3. Greenpeace**

Greenpeace de son côté ne développe pas de campagne spécifique sur l'eau douce mais s'associe volontiers aux mouvements anti-globalisation chaque fois que la privatisation des ressources naturelles ou que des risques collectifs sur les ressources naturelles sont en jeu.

### **4. Les Amis de la Terre de France et de Tunisie**

Ils ont réalisé une micro enquête sur une dizaine d'organismes situés au Maghreb et au Liban à propos des impacts de l'effet de serre sur la gestion de l'eau dans leurs pays. Cette enquête comporte notamment des questions portant sur les actions menées par ces organismes dans le domaine de la communication ("campagne sur l'eau"). [9] L'enquête révèle que "Presque toutes les associations ont déjà lancé des campagnes de sensibilisation sur la problématique de l'eau et elles sont prêtes à aborder d'autres thèmes. Parmi ces thèmes : l'utilisation de l'eau fossile comme nouvelle ressource, l'utilisation des instruments économiques pour une meilleure gestion de l'eau, la sensibilisation sur l'économie de l'eau et l'hygiène, le recyclage des eaux des autres secteurs, les eaux salées et leur impact sur le sol en agriculture, la gestion des eaux domestiques et industrielles, comment rendre l'eau potable...."

## 5. Les attentes et les espoirs des associations de Sud

Ce sont :

- L'échange des informations et d'expertise.
- La participation aux colloques.
- La collaboration pour une meilleure sensibilisation.
- La concertation et l'échange d'expériences en économie de l'eau.
- Le lancement de projets communs pour faire bénéficier les partenaires de l'expérience et de l'expertise des autres, l'organisation de formations sur les thèmes de l'eau.

Ainsi, on peut constater que la plupart des grandes organisations écologistes mènent des actions dans le domaine de l'eau et plus particulièrement dans la dimension ISFP en Méditerranée. Quant aux associations locales, leurs démarches s'inscrivent dans une implication déjà forte et encore montante du jeune mouvement associatif dans les pays de la rive sud de la Méditerranée, dans les problématiques de l'environnement.

A l'analyse cette situation n'est pas seulement due à un intérêt particulier pour cette question, mais aussi à une thématique affichée comme "politiquement correcte" pour ces structures qui cherchent à asseoir leur légitimité face à des états forts. Il semble qu'il s'agit là d'une tendance lourde de la mobilisation de la société civile avec laquelle il faudra compter.

Dans toutes ces expériences il y a un gisement d'expertise à valoriser tout en remédiant à certaines difficultés de ces acteurs comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

## IV. FACTEURS LIMITANTS A L'APPROCHE PARTICIPATIVE

Savoir d'où l'on part pour savoir où l'on va : il n'y a pas de bon vent pour le bateau qui ne sait où se diriger ...

(i) Dans certains domaines les gens ont progressivement intégré le fait que les décisions qui les concernent - par ex le prix de l'eau, du gaz, une adduction d'eau, une station d'épuration, la pression au robinet, la pose ou non d'un compteur d'eau, etc. - sont le fait de décisions des gouvernants politiques et des services techniques de l'administration. Qu'ils n'y peuvent rien. Quelque chose d'imposé qu'ils subissent. C'est souvent le cas dans le domaine de l'eau. Ce sentiment d'impuissance plus ou moins perçu, fait de l'utilisateur de l'eau un exclu de la problématique de l'eau. C'est à cette culture de l'exclusion de la décision politique et administrative qu'il faut substituer une culture de la participation. Ce n'est pas rien.

(ii) Cette problématique va de pair avec les objectifs du Développement Durable qui passe par l'instauration de la gouvernance à la place de l'arbitraire, de la concertation à la place du mot d'ordre. C'est-à-dire que toute action réellement authentique pour agir sur la demande en eau suppose une démarche de démocratie participative qui implique - d'abord de la part des décideurs - une remise en cause partielle de la décision pyramidale, à savoir un réel changement d'attitude et quelquefois d'approche politique - qui pourra alors agir (principe d'interaction) sur l'utilisateur et opérer un changement : de consommateur en citoyen conscient, d'utilisateur en acteur de la gestion de la ressource;

(iii) Le mouvement associatif est fortement impliqué à la base au plus près des populations. Son implication dans le domaine de l'eau est encore relativement récente au sud de la Méditerranée et les acteurs, malgré leur motivation, éprouvent des difficultés diverses à mener à bien leurs actions : parmi celles-ci le manque de reconnaissance, le manque de moyens pérennes et quelquefois le manque de méthodes et de formation. A cela il faut également rajouter une certaine attitude de préséance des opérateurs en place qui estiment détenir des prérogatives indéfectibles dans ce domaine.

Les décideurs sont-ils conscients de la portée de cette problématique qui les implique en premier chef, et surtout y adhèrent-ils ?

Toute tentative d'influer sur la demande qui ne concerne que les décideurs, politiques, administratifs, financiers, sans les acteurs de base est plus ou moins vaine.

## **V. QUESTIONS DE CANDIDE EN SUSPENS...**

### **A. Un manque de communication au sein des instances internationales ?**

Par exemple, le congrès international sur l'eau organisé à Kaslik au Liban du 18 au 20 juin 1998 sous l'égide de l'UNESCO <sup>4</sup> mettait déjà l'accent sur la nécessité de la communication, participation et sensibilisation des acteurs. Les rapports qui font suite à ce congrès sont très complets et ouvrent de nombreuses perspectives peu mises en œuvre. En quoi le forum de Rome PNUE/Plan Bleu est-il de nature à contribuer de façon significative à la relance de la dynamique ? Le cloisonnement entre deux organisations au sein de l'ONU n'est-il pas à revisiter sur un problème aussi important ?

### **B. La multiplication des forums, congrès ... sur l'eau est-elle efficiente ?**

En même temps qu'il est crucial d'organiser de telles manifestations pour faire le point des avancées en la matière, diffuser l'information et la rendre accessible à tout le monde, le nombre important de rencontres, nationales ou internationales sur la question, ne paraît pas pour autant justifié à première vue. Cette critique amène deux principales remarques.

D'une part, l'organisation de manifestations "chacune pour soi" et souvent cloisonnée à un certain type de public ne peut que limiter l'avancée et les progrès des réflexions sur la GDE. Que cache cette inflation de déclarations d'intentions ? Une absence de volonté, un discours convenu et politiquement correct, une naïveté candide, une incapacité à affronter le problème ?

Il serait plus judicieux d'organiser des manifestations pluri-acteurs mêlant la société civile et les acteurs majeurs non seulement pour débattre, mais aussi réfléchir à un engagement sur un plan d'action et au partage de l'information.

D'autre part, ces manifestations représentent un coût non négligeable. Une partie de ces fonds ne seraient-ils pas mieux utilisés pour soutenir le partage d'expériences concrètes et le soutien direct de certaines actions-pilotes ? Ceci d'autant plus que la principale difficulté des acteurs les plus mobilisés sur cette question - les ONG - est financière ?

---

<sup>4</sup> Ce congrès international fut organisé par le Prof. Vergnes. Ce congrès est aussi connu pour avoir fait cohabiter deux disciplines relativement éloignées : le droit international des ressources en eau et l'éducation des populations à une culture de l'eau.

---

## BIBLIOGRAPHIE

[1] "Pénurie d'eau et journalisme. Un projet pour les pays du Maghreb" - Symposium international de l'eau (Cannes - Juin 2002). Jean A. Vergnes. Docteur d'État Es-Sciences, Consultant UNESCO et Ministère des Affaires Étrangères, Administrateur de "Eau Sans Frontières", Vice-président de l'Institut Méditerranéen de la Communication, Membre de l'Académie de l'Eau

[2] Rapport de la commission du développement durable constitué en comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable - 4e session (27 mai-7juin 2002) <http://daccess-ods.un.org/doc/UNDOC/GEN/N02/457/19/PDF/N0245719.pdf?OpenElement>

[3] Jean Margat. Spécialiste de la gestion de la demande en eau en Méditerranée e, plus particulièrement, de la comptabilité nationale de l'eau et de la prospective. Grand vulgarisateur, il agit comme expert international (PNUD, UNESCO, FAO, OCDE, CCE, BM). Nombreux ouvrages et publications sur l'évaluation, l'économie et la gestion des ressources en eau.

[4] IWRM - Gestion intégrée des ressources en eau. Pratique de la gestion des ressources en eau, prenant en compte toutes les sources d'eau (nappes phréatiques, fleuves et rivières, lacs) et tous les usages (domestique, commercial), ainsi que l'impact sur l'environnement naturel.

[5] Riccardo Petrella. Conseiller auprès de la Commission Européenne, enseigne l'économie à l'Université Catholique de Louvain. Président de l'Association des "Amis du Monde Diplomatique". Directeur du programme de recherche FAST (Forecast and Assesment in Science and Technology), il s'interroge sur l'avenir des petits pays et sur la compétitivité mondiale en général et crée, pour en débattre, le Groupe de Lisbonne qui réunit 19 chercheurs réputés ; il en devient Président. Il est également depuis 1992, Président de l'Université Européenne de l'Environnement dont l'objectif est de contribuer à la mise en œuvre d'un développement durable en Europe.

[6] Le Manifeste de l'eau. Pour un contrat mondial, écrit par Riccardo Petrella avec l'appui d'une vingtaine d'autres personnalités de tous les continents. Editions Labor, Bruxelles, 1998. 160 pages

[7] Site web consulté le 10/08/2002 url : <http://www.atw-wwf.org/>

[8] Site consulté : [http://www.wwf.fr/eaux\\_douces/missions.php?mission\\_id=15](http://www.wwf.fr/eaux_douces/missions.php?mission_id=15) (10/8/02)

[9] Site web consulté le 10/08/2002 url : <http://www.amisdelaterre.org/eau/>

[10] Conférence électronique "Genre et eau" : [www.pseau.org/genre/index.asp](http://www.pseau.org/genre/index.asp)

[11] pSEau, Environnement et Développement durable en Méditerranée, Répertoire des acteurs, Editions du Gret, 2001

[12] Site web consulté le 10/08/2002 ; url : <http://www.onep.ma/frame18.htm>.

Solidarité Canada Sahel, La désertification, l'eau et la sécurité alimentaire : trois visages de la mondialisation de la nature, 2000

D. Allély, O. Drevet-Dabbous, J. Etienne, J. Francis, A. Morel à l'Huissier, P. Chappé, G. Verdelhan Cayre, Eau, genre et développement durable, Collection Etudes et Travaux, Editions du Gret, 2002.

M. Khrouf, Etude sur l'économie d'eau à domicile : rapport de synthèse, IME, 2001

Documents de sensibilisation : ENDA Maghreb, L'eau, notre patrimoine, 2001. ONEP, Mieux connaître...l'eau, éditions ONEP, 2002

Documents du Plan Bleu . M. Ennabli, Document de cadrage, Atelier Gestion des demandes en eau, Fréjus, septembre 1997. J. Margat, Problématique de la gestion des demandes en eau dans les pays méditerranéens, Compte rendu. Atelier Gestion des demandes en eau, Fréjus, septembre 1997